

*Mise
au
point*

Jean-Claude Zarka

2^e édition

Les institutions politiques françaises

ellipses

DR 701

Collection « Mise au point »

S.P.

Les institutions politiques françaises

2^e édition mise à jour

Jean-Claude Zarka

Maître de conférences de droit public
à l'université des Sciences sociales de Toulouse



24399

5/5

ellipses

Table des matières

Avant-propos	3
Chapitre 1. La Constitution du 4 octobre 1958	5
1. Les caractéristiques essentielles de la Constitution de 1958	6
1. La Constitution de 1958 et la démocratie semi-représentative	6
2. La Constitution de 1958 et la restauration du pouvoir exécutif	7
3. La Constitution de 1958 et l'infériorisation du pouvoir législatif	8
4. La Constitution de 1958 et le régime parlementaire	8
2. La Constitution de 1958 à l'épreuve de la pratique	10
1. Constitution et présidentialisme	10
2. Constitution et cohabitation	11
3. Les révisions de la Constitution de 1958	13
1. Les procédures de révision	13
2. Les différentes révisions constitutionnelles	15
Chapitre 2. L'élection et le statut du président de la République	19
1. L'élection du président de la V ^e République	19
1. Le système initial : l'élection au suffrage universel indirect	19
2. Le système actuel : l'élection au suffrage universel direct	20
2. Le statut du président de la V ^e République	24
1. Le quinquennat présidentiel	25
2. L'interruption du mandat présidentiel	26
3. Le statut pénal du chef de l'État	27
4. L'irresponsabilité politique du président de la République	28
Chapitre 3. Les pouvoirs du président de la V^e République	30
1. Les pouvoirs propres du président de la République	30
1. La nomination du Premier ministre	31
2. Le référendum législatif de l'article 11	31

3. Le pouvoir de dissolution	33
4. Les pouvoirs exceptionnels de l'article 16	34
5. Le droit de message du chef de l'État	36
6. Le droit de saisine du Conseil constitutionnel	36
7. Le pouvoir de nommer trois des membres du Conseil constitutionnel	36
2. Les compétences liées du président de la République	37
1. Les pouvoirs présidentiels vis-à-vis du Parlement	37
2. La signature des ordonnances et des décrets	38
3. La nomination et la « révocation » des ministres	39
4. Les pouvoirs présidentiels concernant l'autorité judiciaire	40
5. La présidence du Conseil des ministres	40
6. La nomination aux emplois supérieurs de l'État	41
7. Le Président et la procédure de révision de l'article 89	42
8. Les pouvoirs diplomatiques et militaires	42

Chapitre 4. L'organisation du Gouvernement	45
1. La nomination du Gouvernement	45
2. Les incompatibilités gouvernementales	47
3. La situation patrimoniale des ministres	48
4. La composition du Gouvernement	48
1. Les ministres d'État	49
2. Les ministres ordinaires	49
3. Les ministres délégués	49
4. Les secrétaires d'État	49
5. Les formations gouvernementales	50
1. Le Conseil des ministres	50
2. Les conseils restreints	51
3. Les conseils de cabinet	51
4. Les comités interministériels	52

Chapitre 5. Les pouvoirs du Gouvernement	54
1. Les pouvoirs du Premier ministre	55
1. Le Premier ministre est le chef du Gouvernement	55
2. Le pouvoir de proposition du Premier ministre	55
3. Les avis donnés par le Premier ministre au président de la République	55
4. Le Premier ministre, suppléant du président de la République	56
5. Le pouvoir réglementaire	56
6. Le pouvoir de saisir le Conseil constitutionnel	56
7. Le pouvoir de nomination	56
8. La responsabilité de la Défense nationale	57
9. Les pouvoirs vis-à-vis des assemblées parlementaires	57

II. Les pouvoirs du Gouvernement	58
1. La détermination et la conduite de la politique de la nation	58
2. Le pouvoir de disposer de l'administration et de la force armée	59
3. Les pouvoirs du Gouvernement vis-à-vis du Parlement	59
4. Le pouvoir de proposition	61
5. Les pouvoirs de crise	61
Chapitre 6. Le Parlement	63
1. La composition du Parlement	64
1. L'Assemblée nationale	64
2. Le Sénat	66
2. Le statut des parlementaires	67
1. Les incompatibilités parlementaires	67
2. Les immunités parlementaires	68
3. Les indemnités parlementaires	69
3. L'organisation du Parlement	69
1. Les organes des assemblées parlementaires	69
2. Les réunions du Parlement	72
4. La fonction législative du Parlement	73
1. Le domaine de la loi	73
2. La procédure législative ordinaire	75
Chapitre 7. Le contrôle parlementaire	78
1. Les commissions d'enquête parlementaires	78
2. Les déclarations du Gouvernement non suivies de vote	79
3. Les questions parlementaires	79
1. Les questions écrites	80
2. Les questions orales	80
3. Les questions au Gouvernement	80
4. Le contrôle parlementaire de la politique européenne	81
1. Les délégations parlementaires pour l'Union européenne	81
2. Les résolutions communautaires	81
3. Le contrôle du budget européen	82
5. L'approbation par le Sénat d'une déclaration de politique générale	82
6. La mise en jeu de la responsabilité politique du Gouvernement	83
1. La question de confiance	83
2. La motion de censure	85
3. L'engagement de responsabilité sur le vote d'un texte	86

Chapitre 8. Le Conseil constitutionnel	88
1. La composition du Conseil constitutionnel	89
1. Les membres de droit	89
2. Les membres nommés	89
3. Le président du Conseil constitutionnel	90
2. Le statut des membres du Conseil constitutionnel	91
1. Les incompatibilités	91
2. Les obligations	91
3. Les compétences du Conseil constitutionnel	92
1. Le contrôle de constitutionnalité	92
2. Les compétences consultatives du Conseil constitutionnel	96
3. Le contentieux référendaire	97
4. Le contentieux électoral	97
4. L'autorité des décisions du Conseil constitutionnel	99
Chapitre 9. La Haute Cour de justice	101
1. Les compétences de la Haute Cour de justice	101
2. La composition de la Haute Cour de justice	102
3. La procédure devant la Haute Cour de justice	103
Chapitre 10. La Cour de justice de la République	104
1. La composition de la Cour de justice de la République	104
2. Les compétences de la Cour de justice de la République	105
3. La procédure devant la Cour de justice de la République	105
Chapitre 11. Le Conseil supérieur de la magistrature	107
1. La composition du Conseil supérieur de la magistrature	107
2. Les compétences du Conseil supérieur de la magistrature	108
Chapitre 12. Le Conseil économique et social	110
1. La composition et l'organisation du Conseil économique et social	110
2. Les fonctions du Conseil économique et social	111
Éléments de bibliographie	113

Cet ouvrage est en priorité destiné aux étudiants des facultés de Droit, des IEP... ainsi qu'à ceux qui préparent les concours administratifs. Mais il s'adresse tout autant à tous ceux qui veulent connaître l'essentiel sur les institutions politiques françaises.

- ▶ Quel est le statut pénal du président de la République ?
- ▶ Comment s'exerce le contrôle du Parlement sur le Gouvernement ?
- ▶ Quels sont les pouvoirs du Premier ministre et du chef de l'État ?
- ▶ Quelle est la différence entre la Haute Cour de justice et la Cour de justice de la République ?
- ▶ À quoi servent le Conseil économique et social et le Conseil supérieur de la magistrature ?
- ▶ Quel est le rôle du Conseil constitutionnel ?
- ▶ Comment fonctionnent les institutions en période de cohabitation ?

Toutes ces questions — et bien d'autres — sont abordées par l'auteur à partir de nombreux exemples pris dans la pratique constitutionnelle de la V^e République.

Jean-Claude ZARKA est maître de conférences à l'université des Sciences sociales de Toulouse où il enseigne notamment le Droit constitutionnel. Il est également l'auteur, entre autres, de nombreux articles et ouvrages sur les institutions politiques de la V^e République, dont Le président de la V^e République, et Les systèmes électoraux aux éditions Ellipses. Il a aussi publié chez le même éditeur une Introduction au droit constitutionnel.

